



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
Du 21 au 27 janvier 2020**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Sécurité alimentaire	3
- Programme régional de sécurité alimentaire nutritionnel (PRESAN)	
1.2 Coopération régionale	5
- Southern Africa and Indian ocean	
- Rapprochement entre les villes de l’Océan Indien : le Président de l’Union des Comores apporte son soutien à la démarche	
1.3 Environnement	8
-Article en langue malgache : Transformation des déchets de la Commune de Tana	

II. Centres d’intérêts

1.1 Tourisme	9
-Discours-programme - Tourisme : la marque touristique sera revue	
1.2 Economie	11
-Promotion des IDE : renforcer la coordination et la synergie entre les acteurs.	

23 janvier 2020

<http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/programme-r%C3%A9gional-de->

Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (PRESAN) Une mission de consultation a séjourné à Moroni

23/01/2020  Mmagaza



La mission entrait dans le cadre des activités du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnel (PRESAN), qui a pour objectif de promouvoir l'augmentation de la productivité, de la production, de la compétitivité et du commerce inter îles des produits agricoles d'intérêt régional, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle de toutes les îles membres de la Commission de l'Océan Indien. Il faut savoir qu'au delà de la volonté et de l'engagement des pays à soutenir le développement des échanges au niveau régional, les exigences de conformité aux normes sanitaires et phytosanitaires peuvent constituer des barrières non-tarifaires.

En effet, il est tout à fait légitime que les différents pays mettent en place des dispositions normatives et réglementaires pour encadrer les importations et exportations de produits alimentaires, à l'effet de protéger leurs populations et leur environnement des risques sanitaires et phytosanitaires pouvant provenir des aliments d'origine animale ou végétale susceptibles d'être contaminés.

L'objectif du PRESAN est de promouvoir l'augmentation de la productivité, de la production, de la compétitivité et du commerce inter-îles des produits agricoles d'intérêt régional, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'Indianocéanie. Dans ce contexte, l'harmonisation des normes et des systèmes d'inspection et de certification sanitaires et phytosanitaires constitue un volet essentiel du processus de mise en œuvre du PRESAN.

A cet effet, la FAO a requis les services de cet expert pour mener une consultation au niveau des 5 états membres de la COI. Cette mission a pour objectifs de réaliser une analyse situationnelle par pays des mesures sanitaires, des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, ainsi que, le cas échéant des processus de certification appliqués dans chaque maillon de chaque chaîne de valeur prioritaire, de proposer un plan d'actions pour faciliter le commerce des produits prioritaires entre les pays de la COI par l'harmonisation des normes sanitaires et phytosanitaires.

Au cours de sa mission, l'expert a pu rencontrer les principales parties prenantes du secteur agricole et agroalimentaire (autorités compétentes, services de contrôles sanitaire et phytosanitaire, structures de recherche, laboratoires, secteur privé, ...), en liaison avec les chaînes de valeur prioritaires de la COI qui ont été identifiées et priorisées : riz, maïs, oignon, viande rouge et poissons.

Il a pu recueillir des recommandations et orientations des parties prenantes nationales quant aux activités prioritaires (chaînes de valeur) à mettre en œuvre pour soutenir le processus d'harmonisation des normes et des systèmes d'inspection et de certification sanitaire et phytosanitaire et ainsi favoriser les échanges intra-communautaires.

Hier, au cours d'une rencontre de restitution avec des responsables du ministère de l'agriculture, il a estimé que les éléments en sa possession lui permettront d'alimenter le plan d'action qui est attendu sur le plan régional.

Mmagaza

23 janvier 2020

<https://ec.europa.eu/international-partnerships/where-we-work/southern-africa-and-indian->

Southern Africa and Indian ocean

Southern Africa and the Indian Ocean region comprises 14 African countries with very diverse political and socioeconomic backgrounds. Countries in the region are members of regional communities including the Common Market of Eastern and Southern Africa (COMESA), the Indian Ocean Commission (IOC) and the Southern African Development Community (SADC).

With 19 member countries, COMESA aims to maintain the formation of a large economic and trade unit capable of overcoming some of the barriers faced by individual countries. The IOC strengthens relations and regional solidarity among its 5 member islands for sustainable development and enhanced regional cooperation. The SADC, made up of 16 member countries, promotes and achieves equitable and sustainable development through increased regional integration.

Our main areas of support in Southern Africa and the Indian Ocean are trade and regional integration. We cooperate at regional level to support these communities and their development policies. The cooperation addresses cross-regional issues based on 3 thematic priorities:

- peace and security
- regional economic integration
- regional management of natural resources

We place emphasis on supporting the [development of regional infrastructure](#) for road transport, sustainable energy, water, and information and communications technology. Additionally, we support regional political cooperation and capacity building for the SADC.

Our programmes

The Regional Indicative Programme for 2014-2020 covers Southern Africa and the Indian Ocean, as well as Eastern Africa.

SADC policies and capacities are allocated €86 million in support. This SADC sub-regional envelope identifies 3 priority areas for cooperation, as well as 1 cross-cutting area, namely:

- peace, security and regional stability (€15 million)

- regional economic integration (€47 million)
- regional natural resource management with a focus on the SADC Regional Agriculture Policy (€9 million)
- institutional capacity building (€19 million)

We have allocated additional funds for the SADC region to advance climate change related actions, to improve the management and development impact of south-south migration flows, and to strengthen the management of the Okavango river basin.

22 janvier 2020

<http://www.aimf.asso.fr/Rapprochement-entre-les-villes-de-l-Ocean-Indien-le->

Rapprochement entre les villes de l'Océan Indien : le Président de l'Union des Comores apporte son soutien à la démarche

Le Président de l'Union des Comores, SEM Azali Assoumani, a reçu ce 22 janvier une délégation des Maires des Comores (Moroni, Cembenoi-Lac Salé, Mitsoudjé, Domoni) et des représentants de l'AIMF, dans le cadre de l'approfondissement du travail de rapprochement entre les villes de l'Océan Indien engagé depuis 4 ans.

A cette occasion, le Président Azali a insisté sur l'importance qu'il accorde aux communes et à leurs Maires "qui ont toujours fait preuve de patriotisme en privilégiant le développement du pays". Le Chef de l'Etat a rappelé l'importance qu'il attache à l'appui qui sera apporté aux futurs élus locaux et agents territoriaux, notamment en matière de formation, afin de leur permettre de mettre en avant leurs compétences. Le Président a également fait part de son intérêt pour le rapprochement engagé par les collectivités locales de l'Océan Indien au sein de l'Association des Villes et Collectivités de l'Océan Indien (AVCOI).

A cet égard, il a manifesté son soutien à l'AVCOI en vue de renforcer la solidarité et la coopération régionale.



Enfin, le Président de la République a appelé toutes les instances régionales, notamment la Commission de l'Océan Indien, à soutenir et à accompagner l'association régionale dans la dynamique qu'elle a engagée.

Alors que l'AVCOI a engagé depuis 4 ans, avec l'appui du Partenariat stratégique AIMF-Union européenne, une reprise ambitieuse de ses activités, ce soutien au plus haut niveau est un encouragement fort pour continuer son travail de mise en lien et de dialogue entre les villes de la sous-région.

21 janvier 2020

<https://www.newsmada.com/2020/01/21/antananarivo-renivohitra-hanampy->

Antananarivo Renivohitra: hanampy amin'ny fanodinana fako ny Japoney sy ny COI

Par **Taratra** sur 21/01/2020  



Quel est le Nor

Découvrez son Messe

Changez votre vie dès a
Gardien vous Guide vers
messages-des-anges.co

OU



35 taona tamin'ny 10 janoary 2019 ny Commission de l'Océan Indien (COI). Niara-nanao sonia fiaraha-miasa tamin'io fotoana io ny Nosy Maorisy, ny Nosy Seychelles, ary i Madagasikara. Ny taona 1986, nanatevin-daharana ny Nosy Kaomoro sy i La Réunion, amin'ny anaran'i Lafrantsa. Tetikasa iray lehibe faritana ny fanodinana ny fako.

Fiaraha-miasa mahomby ny COI eo amin'ny samy Nosy aty amin'ny faritra. Betsaka ny tetikasa, anisan'izany ny fanodinana ny fako izay mitombo hatrany. Efa misy drafitrana nataon'ny COI ho amin'izany fanodinana ny fako izany satria mitombo ny mponina, mitombo toy izany koa ny fahamaroan'ny fako, toy ny eto Antananarivo. Manimba ny tontolo iainana izany, manimba ny fahasalamana, misy fiantraikany any amin'ny toekarena.

Koa mila miara-miasa ny firenena mpikambana ao amin'ny COI amin'ny fitantanana fanodinana ny fako. Eto Antananarivo, tombanana ho 400 t isan'andro ny fako! Manampy ny fanjakana japoney amin'ny fanadihadiana ny fako eny Andralanitra, hanombohana ny tetikasa ho fanodinana izany amin'ny taona 2021. Marihina fa efa hatramin'ny taona 1966 no toeram-panariam-pako eto Antananarivo ny eny Andralanitra ka tsy mifanaraka amin'izao vanim-potoana izao intsony.

Havadika ho zezika "compost"

Tetikasa kasain'ny Samva ny hanodinana ny fako ho zezika "compost"; eo koa ny governemanta japoney vonona hanome 34 tapitrisa dolara, ary efa nisy mihitsy teknisianina japoney tonga teto an-toerana nanao ny fanadihadiana. Tokony hatomboka amin'ny 2021 ny tetikasa raha tsy misy ny fiovana. Izany hoe, manomboka any an-tokantrano izany ny fanavahana ny fako, ary tsy maintsy zarina amin'izany ny Malagasy mba tsy hisy intsony ny famoronana toeran-kafa toy ny eny Andralanitra. Vonona hanampy antsika amin'izany ny Japoney fa eo koa ny fiaraha-miasa ao anatin'ny COI.

Sakana iray lehibe amin'ny fampandrosoana ny fivangongoan'ny fako eto Antananarivo ka laharam-pahamehana amin'ny laharam-pahamehana ny famahana ny olana. Nanaovan'ny COI fanadihadiana izao ny fako plastika. Drafitrana nofaritan'ny COI mandritra ny dimy taona ny fanaraha-maso; ny fifanampiana eo amin'ny samy Nosy mpikambana; ny fananganana tontolo ho an'ny fikarohana, ny fanabeazana sy ny fanavaozana.

R.Mathieu

26 janvier 2020

<https://defimedia.info/discours-programme-tourisme-la-marque-touristique->

Discours-programme - Tourisme : la marque touristique sera revue

BY SNEHA PERYAGH



Le programme gouvernemental 2020-2024 vise à promouvoir la position de l'île Maurice en tant qu'acteur majeur du tourisme. Présenté par Prithvirajsingh Roopun, le président de la République a évoqué plusieurs axes de relance pour dynamiser ce secteur.

- Le gouvernement poursuivra la restauration des plages grâce à un National Integrated Management Plan.
- La marque touristique sera revue et le gouvernement collaborera avec toutes les parties prenantes pour restructurer l'ensemble de l'industrie, cibler de nouveaux marchés, intensifier les efforts pour diversifier davantage la base des produits et des clients et consolider les marchés traditionnels.
- Le gouvernement renforcera son soutien au développement économique. De ce fait, une nouvelle piste sera construite à l'aéroport Plaine Corail de Rodrigues, pour promouvoir le développement de la culture et de l'écotourisme dans l'île. Le secteur de la pêche sera consolidé et mis en valeur à travers la culture d'algues marines et la culture de produits de l'océan pour les marchés haut de gamme.
- L'État mettra sur l'application de nouvelles technologies de dessalement et de stockage.
- Les activités de chasse seront promues à St-Brandon.

- Grâce à l'infrastructure portuaire à Agalega, le gouvernement envisage de poursuivre le développement de l'île pour exploiter son potentiel économique.

Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourist Operators : « Il faut revaloriser les produits et les services touristiques »

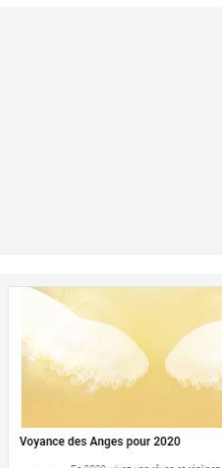
Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourist Operators, est catégorique. Il juge important que, non seulement la marque touristique soit revue, mais il faut impérativement revaloriser les produits ou encore les services touristiques en raison de la compétition féroce qui se joue sur ce marché.

27 janvier 2020

<https://www.newsmada.com/2020/01/27/promotion-des-ide-renforcer-la->

Promotion des IDE : renforcer la coordination et la synergie entre les acteurs

Par Les Nouvelles sur 27/01/2020



Madagascar se doit d'améliorer sa méthodologie en termes de ciblage des investissements tout en renforçant la coordination et la synergie entre les acteurs. Dans cette perspective, une formation intitulée « FDI international training seminar » s'est déroulée au Tana Hôtel Antaninarenina, les 23 et 24 janvier.

« Cette formation est une première à Madagascar. Elle permettra de renforcer la contribution et la synergie entre les acteurs des secteurs public et privé en matière d'attraction des IDE et de promotion des investissements. Cette initiative, financée par la Banque africaine de développement (Bad), à travers le Projet d'appui à la promotion des investissements (Papi), répond parfaitement aux objectifs fixés par le président de la République de faire de Madagascar un pays émergent », a indiqué Andry Tiana Ravalomanda, directeur général de l'Economic development board of Madagascar (EDBM) qui est à l'initiative de cette formation en collaboration avec le cabinet international Conway, spécialisé dans la formation des Agences de promotion des investissements (API).

En sa qualité d'agence d'exécution du Papi, l'EDBM prévoit dans ses activités de renforcer les capacités institutionnelles de toutes les parties prenantes dans la promotion et la facilitation des investissements à Madagascar. Ainsi, une étude des besoins en renforcement des capacités a été menée et un plan de formation, adopté.

Identifier le potentiel

Christopher Steele, vice-président du cabinet Conway et un des trois experts qui ont dirigé cette formation, a indiqué : « A travers cette formation, nous avons essayé d'identifier les potentiels qui différencient Madagascar des autres pays pour attirer les IDE, soit des value propositions. D'où la nécessité de la coordination entre les acteurs tant du secteur public que celui du privé pour améliorer l'attraction des IDE ».

Andria Razakandrema, représentant du ministère des Affaires étrangères et participant à ladite formation, a partagé le constat selon lequel, « La promotion des IDE demeure un enjeu capital pour Madagascar. Il nous importe notamment de faire valoir la spécificité du pays pour pouvoir dire que Madagascar est unique en termes d'IDE ».

En somme, ces deux jours de formation ont permis de consolider les éléments clés ou les orientations stratégiques du pays, relatives à la promotion et la facilitation des IDE ainsi que de renforcer la collaboration entre les parties prenantes pour une promotion adéquate et efficace des investissements à Madagascar.

Arh.